



Bourse Uemoa

La BRVM ouvre sa séance du Jour

La BRVM ouvre sa séance de cotation du jour en hausse par rapport à la séance précédente... • (Page 07)

Télétravail • (Page 08)

Google passe à un mode de fonctionnement « hybride »

Une partie des équipes sera autorisée à travailler définitivement à domicile. Les salariés ...

Coronavirus

Les ventes de la bière Kronenbourg reculent

Privé de festivals et de débits de boissons à cause de la crise sanitaire, le brasseur alsacien Kronenbourg a vu ses ventes reculer de 10% en 2020. • (Page 08)

Entretien avec Victoire Tomegah Dogbé • (Page 03)

« Il nous fallait changer de paradigme »



Diaspora africaine

Les transferts de fonds peinent à résister à la Covid-19

À ce jour, il est difficile d'évaluer avec exactitude l'impact de la covid-19 sur les économies des ... • (Page 02)

Uhuru Investment Partners

113 millions de dollars levés pour financer les PME

La société Uhuru Investment Partners (Uhuru), spécialisée dans de capital-investissement basée à Lagos et Abidjan, a ... • (Page 04)

Lutte contre le Coronavirus

L'ICAI reconnaît l'efficacité de la BAD

La Banque africaine de développement (BAD) a accueilli favorablement un rapport publié par le Comité de développement international de la Chambre des ... • (Page 06)

Consommation

Les commerçants invités au respect de la réglementation

Le ministre en charge du commerce invite les opérateurs économiques importateurs des produits de ... • (Page 11)

Libre-échange continentale • (Page 04)

Togo, valoriser la production locale grâce à la ZLECAf



Société de conseil

STRATEGIE - CONTROLE DE GESTION - AUDIT
RH - PROJET - CERTIFICATIONS PROFESSIONNELLES
+228 93 70 92 92 | +228 99 62 41 95
contact@atgconsulting.tg

atg consulting

AMELIORONS ENSEMBLE LA PERFORMANCE DE VOTRE ENTREPRISE

RETROUVEZ-NOUS

Diaspora africaine

Les transferts de fonds peinent à résister à la Covid-19

À ce jour, il est difficile d'évaluer avec exactitude l'impact de la covid-19 sur les économies des continents. En Afrique, au-delà des pertes de revenus importantes pour les travailleurs informels, la crise sanitaire a également porté un coup aux familles dont les enfants vivent à l'étranger. Une situation qui s'explique par les mesures mises en œuvre dans un grand nombre de pays pour empêcher la propagation de la maladie.



• Emanuel AKAKPO

Le constat, aujourd'hui, est sans appel, les Africains vivants à l'étranger se saignent pour continuer d'envoyer de l'argent à leur famille. En effet, la dernière revue de la banque mondiale estime que les transferts de fonds vers l'Afrique ont chuté avec une baisse de 7 % en 2020 contre 7,5 % en 2021. La pandémie du coronavirus a vraiment porté un coup dur à la diaspora africaine. En effet, l'Europe et les Etats unis sont les premières régions depuis lesquels les migrants envoient de l'argent dans les pays à faibles revenus. Or depuis l'apparition de cette maladie à coronavirus, mettant ainsi ces migrants dans une véritable impasse. « La pression familiale est énorme sur les migrants. Après un versement, on trouve un peu de tranquillité psychologique. Les migrants se sentent

redevables envers leur communauté qui a financé et prié pour leur voyage », a confié un migrant au journal Le temps. Il est à noter que l'argent de la diaspora est à cet effet, un véritable filet de sécurité pour nombre de familles. En 2019, les transferts envoyés par les migrants à leurs proches restés au pays représentaient, un volume global de près de 550 milliards de dollars. Une source de devises importantes donc pour les pays à revenu faible ou intermédiaire. Puisque selon les rapports, « l'argent de la diaspora représente près de 9,1 % du PIB, soit deux fois le montant de l'aide publique au développement ». Des fonds qui sont majoritairement affectés aux secteurs sociaux à savoir, l'alimentation, la santé et l'éducation. Selon la Banque mondiale, sur la migration et le développement, le Togo entre dans le rang des 10 premiers pays qui, en Afrique subsaharienne reçoivent plus d'argent de la diaspora, der-

rière le Nigeria, le Ghana, le Sénégal, le Kenya, le Zimbabwe, le Mali, l'Afrique du Sud, l'Ouganda et l'Ethiopie. Ces transferts représentent environ 8,2 % du PIB. Aujourd'hui, les gouvernements multiplient les pistes pour financer la relance post-covid et aucune piste n'est à négliger. Et malgré le choc économique imposé par la crise sanitaire mondiale, l'urgence est de mobiliser cette diaspora en faveur du financement des projets L'Ethiopie, et le Rwanda sont un exemple puisque ces pays mènent des campagnes ciblant leurs expatriés pour les inciter à investir dans les projets de développement. Aussi, ils ont mis en place des politiques officielles relatives à la diaspora afin de nouer des liens forts avec leurs citoyens nés à l'étranger. Toutefois, un manque d'organisation et de supervision de la part de ces derniers, et peu de gouvernements parviennent à faire participer avec succès les expatriés aux efforts de développement de leurs pays.

AUX DECIDEURS...

Travail à distance, nouvelle donne

Le lieu de travail et les modes de travail ont changé avec l'avènement de la COVID-19 qui a imposé le travail à distance comme nouvelle norme pour la plupart des entreprises qui ont dû revoir leurs pratiques pour s'adapter à une approche hybride qui permet aux employés de passer du temps au bureau pour créer des expériences de travail social.

Les recherches suggèrent que la pandémie pourrait également façonner d'autres tendances futures sur le lieu de travail. Deux tendances se détachent : la montée du télétravail et de la collaboration virtuelle d'une part et la fracture croissante entre travail formel et informel d'autre part.

La pandémie COVID-19 nous a rappelé le grand fossé entre les inégalités et l'exploitation dans les lieux de travail informels. La terrible réalité du chômage est un défi majeur. Le chômage est exacerbé par l'utilisation du secteur informel comme amortisseur.

Le marché du travail contractuel a connu une croissance régulière au cours de la dernière décennie. Cette précarisation du travail peut avoir des conséquences positives et négatives. D'un autre côté, des tendances telles que la montée de l'économie des petits boulots, la flexibilité du travail et le travail indépendant constituent une part importante de l'économie en développement et du potentiel de création d'emplois.

Face à la pandémie et au rôle clé du travail dans nos vies, il est important de considérer l'impact sur le travail et les lieux de travail. En particulier, nous devrions considérer deux questions : qui travaille et comment ou où travaillent-on ?

L'idée de qui travaille est centrée sur les types de travailleurs et leur identité. La pandémie a mis en évidence le fossé entre les types de travailleurs, par exemple ceux des secteurs informel et formel. Les travailleurs des secteurs formels, par exemple, ont bénéficié d'un plus grand soutien de la part de leurs organisations pendant le verrouillage. Les employeurs ont aidé à faciliter les arrangements pour le travail à domicile. Les travailleurs du secteur informel ne bénéficient pas d'un tel soutien.

La plupart des travailleurs des pays en développement, y compris l'Afrique du Sud, ne font pas partie de la main-d'œuvre formelle. Ils travaillent dans les secteurs informels et sont souvent qualifiés de travail occasionnel dans des emplois précaires.

Mais la précarité offre également une plus grande flexibilité et mobilité pour les plus qualifiés avec un plus grand pouvoir de négociation. En Afrique du Sud, l'économie des petits boulots s'est développée à mesure que de plus en plus de personnes se tournent vers des modalités de travail plus flexibles. Ils se sentent autonomes et la demande de modalités de travail flexibles augmente. Le verrouillage a démontré aux organisations que le travail à distance qui est rendu possible par la technologie est non seulement possible, mais aussi efficace. De plus en plus d'entreprises créent des opportunités de travail à distance.

Le pic de précarisation pourrait également contribuer à renverser le paradigme et à stimuler une nouvelle direction sur la manière d'assurer un travail significatif pour tous. Si les dirigeants et les professionnels des ressources humaines peuvent faire évoluer les meilleures pratiques humaines déployées dans le secteur formel, pour servir également l'économie informelle, cela peut ouvrir de nouvelles voies pour stimuler l'autonomisation économique et la vie.

Cela appelle à appliquer les normes sur la dignité humaine au travail, telles qu'articulées par l'Organisation internationale du travail et les lois du travail nationales, à la manière dont toutes les personnes dans le cycle de travail sont traitées.

Le travail en général sert un objectif plus important que simplement gagner un revenu, mais peut également fournir un sens et un but, un lien social, un statut et une structure. Les chefs d'entreprise peuvent donc contribuer à un leadership responsable tout au long de la chaîne de valeur dans l'écosystème complet du travail.

Ce qui compte, ce sont des personnes engagées et efficaces qui peuvent s'épanouir sous un leadership responsable dans une culture de soutien. L'emplacement, tel qu'influencé par la compréhension de la perturbation, devrait faciliter la collaboration et l'engagement, et faire correspondre les résultats attendus avec les travailleurs et leur emplacement.

KPATIDE Komlan

Baromètres Togo

Référentiel	Valeur	Sources
Superficie :	56 600 km ²	Populationdata
Population :	7 889 094 habitants (2018)	Banque mondiale
Croissance démographique :	2,42 % / an	Populationdata
Taux de natalité :	33,30 ‰ (2017)	Populationdata
Taux de mortalité :	6,90 ‰ (2017)	Populationdata
Espérance de vie :	65,00 ans (2016)	Populationdata
Déficit budgétaire :	2,1% (2017)	BAD
Smig :	35 000 FCFA (2012)	CCI
Effectif des Agents de l'Etat :	44 504 (2015)	Fonctionpublique
Risque pays (Coface) :	C	COFACE
Taux de scolarisation :	83%	INSEED

Pays frontaliers :	Ghana, Bénin, Burkina Faso
Indice de fécondité :	4,38 enfants / femme (2017)

Chiffres clés	Valeur	Sources
Taux de croissance :	5,1 (2019)	CNC
Pib/hab :	672 Dollars US	populationdata
Taux d'inflation :	1,7 (2019)	CNC
Balance commerciale :	373.810 millions (2017)	BCEAO
Dette publique :	72% du Pib (2018)	FMI
Taux de chômage :	3,4% (2015)	PNUD
Budget national :	1.461,0 milliards F CFA (2019)	MEF
Notation financière :	« B » (Mai 2019)	Standard & Poor's
IDH :	0,503 / 1 (2017)	Populationdata

Entretien avec Victoire Tomegah Dogbé

« Il nous fallait changer de paradigme »

ENTRETIEN. Rare femme cheffe d'un gouvernement africain, Victoire Tomegah Dogbé s'est confiée au « Point Afrique » sur les défis d'un pays, au milieu du gué.

Elle s'appelle Victoire Tomegah Dogbé, a 61 ans et vous n'avez probablement jamais entendu parler d'elle. Pourtant, depuis le 28 septembre 2020, elle est devenue la première femme cheffe de gouvernement de l'histoire du Togo, petit pays d'Afrique de l'Ouest de huit millions d'habitants. Outre les nombreux défis du quatrième mandat de Faure Gnassingbé, réélu en février 2020, la lettre de mission de Victoire Tomegah Dogbé – une experte du développement, déjà ministre de 2010 à 2020 et ancienne directrice de cabinet de l'actuel chef de l'État – est chargée. À son agenda, la gestion de la crise sanitaire et ses conséquences (surtout économiques), l'accélération du développement du Togo, au milieu du gué, alors que les crises sociopolitiques successives ont creusé un écart important entre les dirigeants et les populations. Le tout dans un contexte de menaces djihadistes aux frontières du pays – où notamment certains groupes terroristes poussent leurs pions vers le golfe de Guinée. À ces chantiers délicats, tout indique que Victoire Tomegah – qui nous reçoit ce jeudi d'avril à la primature, au sein de la cité OUA, à Lomé, tressée au naturel, veste bleu roi et jupe tailleur noir – s'est ajoutée celui de la représentativité des femmes. Cette ressortissante de Badouge, préfecture de Vo, dans la région maritime du Togo, mariée et mère de trois enfants, a composé un gouvernement de 33 membres, dont 11 femmes, à des postes de responsabilité comme l'Armée, l'Énergie et les Mines. Alors que, ce 27 avril, le pays vient de célébrer le 61^e anniversaire de son indépendance, que faut-il comprendre de son évolution ? Entretien.

Le Point Afrique : En arrivant à la primature en septembre dernier, vous avez affirmé vouloir « gouverner autrement » et donné une feuille de route à chaque ministre avec des objectifs fixés. Qu'est-ce que cela dit de vous ? Et quelle est votre conception de la gestion de l'État ?

Victoire Tomegah Dogbé : J'ai un parcours un peu particulier, puisque je viens du secteur privé. J'ai ensuite eu l'opportunité de travailler pour le Programme des

Nations unies pour le développement (Pnud) sur des missions de restructuration dans plusieurs pays africains dont le Congo, le Burkina Faso ou encore le Bénin. Je ne suis rentrée au Togo qu'en 2010, alors que le pays sortait d'une crise sociopolitique. Le niveau de vie des populations avait baissé, et le président de la République, Faure Gnassingbé, a fait appel à moi pour m'attaquer à ce défi, avec un ministère consacré au développement à la base, à la jeunesse et à l'emploi. Cela a été l'occasion pour moi de sillonner le pays que je connaissais mal, ayant vécu la majeure partie de ma carrière à l'étranger. Sur tout le territoire, j'ai rencontré des populations qui ne demandaient qu'à être soutenues et accompagnées dans leurs activités. J'ai accepté cette mission non pas parce que j'étais experte en la matière, mais parce que j'aime les défis. Je suis assez pragmatique de nature, et j'aime trouver des solutions. Cela m'a motivé et conforté dans ma vision de ce que doit être la mission de l'État. Aujourd'hui, il y a une dynamique et nous sommes dans une responsabilité partagée avec les populations qui n'attendent pas tout de l'État, contrairement à ce que l'on peut penser.

De quelle manière insufflez-vous ce nouvel état d'esprit ?

Ma mission est de coordonner l'action du gouvernement, avec une vision, une méthode, et désormais nous mobilisons certains instruments de mesure et de planification propres au secteur privé. C'est la mission qui m'a été confiée par le président, qui est extrêmement investi sur les dossiers, et qui est déterminé à transformer son pays, à travers les réformes. La finalité est d'être capable de rendre des comptes. Les défis sont immenses, mais quand il faut prendre des risques pour réussir, il faut le faire et ne pas hésiter à innover. En cinq mois, les premiers résultats sont déjà là.

Vous avez laissé entendre que le développement serait la mère de toutes les batailles. D'abord, quelle est votre conception du développement ?

Il y a deux ans, nous nous sommes dotés d'un Plan national de développement dans le but de transformer structurellement le Togo pour créer plus de richesses et d'emplois. Le Togo a une



• Nommée en pleine pandémie de coronavirus, Victoire Tomegah Dogbé est depuis cinq mois chargée de gérer plusieurs dossiers sensibles. © DR

position géostratégique particulière. Notre pays a une ouverture naturelle sur la mer, et aussi sur les pays de l'hinterland, on a un port très performant qui a bénéficié de nombreux investissements ces dernières années. Mais la crise sanitaire mondiale du Covid-19 nous a quelque peu obligés à repenser notre mode de fonctionnement. L'élection de février 2020 a aussi marqué l'entrée dans un tout autre mandat et le président a pensé à une feuille de route plus efficace. Il nous fallait recentrer les priorités, parce qu'avec le Covid-19, on ne peut plus travailler comme avant. Les besoins des populations ont augmenté, il faut changer de rythme, notamment dans la fourniture des services publics. En fait, il nous fallait changer de paradigme.

Qu'est-ce que cela implique dans la réalité africaine, et plus particulièrement dans le contexte togolais ?

Vous savez, l'extrême pauvreté n'attend pas. Nous avons la chance dans ce pays d'avoir des populations qui participent beaucoup à l'effort de construction. C'est un atout, et cela permet également d'attirer les investisseurs. En s'appuyant sur elles, on pourrait avoir de meilleurs résultats sur tous les services de base et ainsi donner des ressources aux plus marginalisés.

Comment y parvenir en garantissant l'équité, la justice et l'inclusivité à tous les Togolais ?

L'inclusion est très importante. Car quand on réussit à atteindre un certain niveau d'inclusivité, on permet à plus de populations de participer à l'effort de construction économique du Togo, et ce faisant on s'appuie concrètement sur toutes les énergies du pays. Là aussi, c'est un point auquel le président Faure Gnassingbé est particulièrement attaché.

Le Togo souffre d'un déficit

de perception. Tout se passe comme s'il y avait plusieurs réalités, plusieurs narratifs, ceux qui vont dans le bon sens et les autres, comment l'expliquez-vous ?

Le Togo a une histoire. Nous devons travailler à changer cette perception qui est souvent biaisée. Moi-même quand j'étais à l'extérieur, je me nourrissais de toutes les informations que je lisais sur le Net. Quand vous lisez ça, vous n'avez pas envie de venir au Togo. Mais je vous assure qu'une fois que j'ai pris la décision de revenir de temps à autre, j'ai observé qu'il y avait un gap entre ce qu'il y a sur le Net et ce qu'il se passe sur le terrain. Il y a tout un travail de communication que nous n'avons pas réussi à mener jusqu'ici, mais sur lequel nous travaillons. Il y a un an ou deux, vous et moi n'aurions peut-être pas eu cet entretien. Donc les choses ne sont pas aussi figées que l'on veut les présenter. Gouverner autrement, c'est aussi ça, être proche des gens, communiquer avec eux. Mais nous ne sommes pas censés tout savoir.

Comment comptez-vous remédier à ce déficit et regagner la confiance des Togolais ?

Il faut montrer l'exemple. Ce travail de proximité, je le mène d'abord personnellement. Je fais régulièrement des visites inopinées sur des chantiers, par exemple. Quand vous avez un projet censé se terminer en trois ans et qui n'est toujours pas achevé au bout de sept ans, il y a de quoi se poser des questions. Ce n'est pas normal, et ça fait perdre de l'argent au pays. Ça me permet également de mieux percevoir à quel niveau nous avons manqué de cohésion dans notre action gouvernementale. Quand vous faites du bon travail et que vous le faites en accord avec les populations, ce sont elles qui en parlent le mieux.

La pandémie du coronavi-

rus a eu des répercussions sanitaires mais aussi socio-économiques. Les conséquences ont varié d'une région à une autre et d'un pays à l'autre. Quels ont donc été les impacts de cette crise au Togo ?

Le Togo, comme tous les autres pays, n'a pas été épargné par cette crise sanitaire dont les impacts ont été assez importants, tant sur le plan sanitaire que sur le plan économique. En revanche, nous pouvons saluer la résilience de nos populations et la maîtrise de la propagation de la maladie. Je reconnais que nous sommes soumis à une certaine incertitude par rapport à l'évolution de la courbe épidémiologique. Néanmoins, aujourd'hui, notre pays enregistre un peu plus de 12 000 cas avec environ plus de 10 000 personnes guéries et une centaine de décès. Sur le plan économique, la crise a affecté considérablement la trajectoire de développement économique de notre pays. De manière concrète, nous sommes passés d'une prévision de croissance économique de plus de 5 % par an à une réalisation de moins de 2 %. Le recul est réel, même si le taux de croissance affiché montre bien que notre pays a su mieux encaisser le choc que d'autres. Naturellement, le secteur privé a été très affecté par cette crise avec des niveaux d'impacts différents selon les domaines. Par exemple, les secteurs du tourisme, des arts et des divertissements, agriculture d'exportation, etc. ont été fortement affectés. Il y a donc une nécessité pour nous dans ces secteurs de repositionner les fondamentaux pour s'adapter au nouveau cadre économique. Le monde rural a été probablement le plus affecté par la crise, à tous les niveaux des chaînes de production et de transformation agricoles. Un plan de relance

pour soutenir la production agricole et l'autosuffisance alimentaire a également été instauré. Il comprend notamment l'octroi de crédits à des taux bonifiés aux petits producteurs. En revanche, d'autres secteurs d'activité se sont révélés comme des opportunités. C'est le cas des télécommunications ou encore des services financiers, qui ont permis au Togo de se positionner comme l'un des pays les plus dynamiques sur l'inclusion financière. Mais ce n'est pas suffisant, nous devons aller plus loin encore pour que l'inclusion soit totale sur les plans sociaux, financiers et économiques afin d'assurer une meilleure redistribution des richesses.

Que pouvez-vous nous dire sur le programme de solidarité « Novissi », qui a été salué par des experts parmi lesquels les Prix Nobel d'économie 2019, Abhijit Banerjee et Esther Duflo ?

C'est un programme de transfert monétaire utilisant les canaux digitaux et mis à disposition directement sur le téléphone des personnes bénéficiaires qui sont des ménages ayant perdu la totalité ou une partie de leurs revenus en raison de l'état d'urgence sanitaire. Ce programme, qui a été mis en place en moins de trois semaines après le début de la pandémie, a permis de toucher en quelques mois près de 775 000 Togolais, dont 64 % de femmes vivant pour la plupart dans le Grand Lomé, la région la plus durement frappée par la pandémie.

S'il est innovant, ce programme illustre aussi de par son usage le hiatus qui plombe le Togo. De nombreux Togolais ont signalé l'information selon laquelle il fallait la carte d'électeur pour en bénéficier. Est-ce que vous trouvez cela normal ?

Au moment de lancer « Novissi », on a beaucoup discuté des critères d'attributions. Il est apparu que les détenteurs de carte d'électeur étaient plus nombreux que les détenteurs de carte d'identité. On a tout simplement souhaité donner la chance au plus grand nombre de bénéficier de ce programme d'urgence. Si on se basait uniquement sur le nombre de cartes d'identité, nous n'aurions pas atteint un

Suite à la page 05

Libre-échange continentale

Togo, valoriser la production locale grâce à la ZLECAf

Le Togo se prépare à renforcer ses atouts pour la mise en œuvre effective de l'accord sur la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf). A cet effet, le gouvernement a élaboré une stratégie nationale ciblant les chaînes de valeurs à fort potentiel économique pouvant être compétitives dans le contexte de la ZLECAf.

• Vivien ATAKPABEM

Afin de mieux préparer l'effectivité de l'accord sur la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf), une communication a été présentée en Conseil des ministres le 29 avril dernier. La stratégie vise à identifier les opportunités commerciales et d'industrialisation, les contraintes ainsi que les mesures nécessaires pour tirer de meilleurs avantages des marchés régionaux et continentaux notamment dans les secteurs financier, agricole, de la transformation et des télécommunications. Le mécanisme contribuera ainsi à la valorisation de la production locale et à l'augmentation sensible des parts du secteur privé national sur les marchés africains. Le gouvernement togolais entend également à travers cette stratégie, renforcer le partenariat économique du pays sur le continent et



contribuer ainsi à l'intégration africaine. Le Togo est le troisième pays, en terme de préparation et d'engagement pour l'opérationnalisation de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf), après le Kenya (2^e) et le Rwanda (1^{er}) selon le rapport Afro Champions 2020. Le pays a déjà ratifié l'accord établissant la ZLECAf, quelques mois après son lancement officiel lors de la 18^e session extraordinaire de la Conférence des Chefs d'État et de gouvernement de l'Union africaine (UA), avec la présence effective du Président de la République,

Faure Essozimna Gnassingbé. La ZLECAf a pour objectif premier la création d'un marché unique pour les marchandises et les services à travers l'élimination progressive des barrières tarifaires et non-tarifaires au commerce, conformément à l'Agenda 2063 de l'Union africaine. L'Etat togolais dispose également d'une politique nationale de facilitation des échanges commerciaux, d'amélioration du climat des affaires et de modernisation des infrastructures commerciales et des douanes.

Uhuru Investment Partners

113 millions de dollars levés pour financer les PME

La société Uhuru Investment Partners (Uhuru), spécialisée dans de capital-investissement basée à Lagos et Abidjan, a annoncé le 4 mai le premier closing de son fonds Uhuru Growth Fund I (UGF) pour un montant de 113 millions de dollars.

• Eyram AKAKPO

Les fonds d'UGF sont destinés aux entreprises qui stimulent la création d'emplois, augmentent l'accès aux biens des services dans les secteurs de consommation de base, des fintechs et de la santé. Avec un objectif final de 200 millions de dollars, ce premier fonds sera investi dans toute l'Afrique de l'Ouest, notamment au Nigeria, au Ghana, en Côte d'Ivoire et sur les marchés francophones de la sous-région. Grâce à un partenariat pérenne, le CDC Group a aidé Uhuru à mobiliser des capitaux auprès des investisseurs commerciaux et des institutions de financement au développement. Il a également travaillé avec les gestionnaires pour la mise en place d'un système de bonne gouvernance et de bonnes pratiques en matière de gestion environnementale et sociale (E&S). Au fur et à mesure que Uhuru se développe, le fonds pourra accéder à du capital additionnel, fort de son position-



nement unique sur les trois plus grandes économies de la CEDEAO, de l'expérience de ses équipes, mais aussi de leur connaissance du marché régional. « Nous sommes ravis de finaliser ce premier tour de table de notre fonds. Nous sommes reconnaissants pour le soutien indéfectible de nos investisseurs dans ce qui a été un environnement de levée de fonds difficile. Nous sommes impatients d'avoir un impact positif sur la croissance des économies d'Afrique de l'Ouest en soutenant les entreprises locales dans nos secteurs cibles, en les aidant à devenir des champions régionaux et en créant de nouveaux emplois de qualité », a indiqué le

Dr Yemi Osindero, Associé Gérant d'Uhuru. Pour Nana Adow Dankwa, Associé d'Uhuru, « le lancement de notre fonds peu après l'entrée en vigueur de la Zone de Libre-Echange Continentale africaine est de bon augure car il nous permet de tirer parti des nouvelles opportunités d'accès aux marchés régionaux pour les entreprises de notre portefeuille. Nous sommes enthousiasmés par les perspectives d'augmentation du commerce intra régional sur nos marchés ».



Investir au Togo

1 425 nouvelles Sarl créées en ligne au premier trimestre 2021

Les autorités togolaises pour rendre la digitalisation totale des procédures de création des Sarl, acceptent exclusivement la création des Sarl en ligne sur le www.cfetogo.tg, comme l'a annoncé le ministère du Commerce, de l'Industrie et de la Consommation locale.

• Bernard AFAWOUBO

Au Togo, les réformes de l'environnement des affaires et de digitalisation au sein de l'administration se poursuivent. Le Centre de formalités des entreprises (CFE) a enregistré 1 425 nouvelles Sociétés à responsabilité limitée (Sarl) au cours du premier trimestre de l'année en cours. Ainsi les dépôts physiques de dossiers de création des Sarl ne devraient plus être acceptés. Au cours des 03 premiers mois de 2021, 4 087 nouvelles entreprises ont été créées au Togo. En janvier, 1 390 entités ont été formalisées, contre 1 320 en janvier

2020. En février, 1 375 entités ont été créés, contre 1 168 en février de l'année passée. 1 322 nouvelles entreprises ont été mises sur pied en mars 2021, contre 1 180 une année plus tôt. 3 668 entreprises avaient été créées au premier trimestre de 2020, contre 4 087 en 2021, ce qui est égal à une croissance de 11%. Les entrepreneurs togolais représentent 80% (3 280) des entreprises formalisées en ce début d'année ; 19% des entreprises (807) ont été mises en place par des investisseurs étrangers. Les femmes, placées en première page des politiques nationales de développement,



ont créé 1 104 entreprises de janvier à mars 2021, soit un pourcentage de 27% de toutes les entreprises nées. Ces entités ont des impacts socioéconomiques en ce sens qu'elles créent des emplois et la richesse dans le pays. En dépit de la crise sanitaire, plus de 12 500 nouvelles entités ont été créées en 2020, soit une hausse

de 9% par rapport à 2019 où 11 482 entités avaient été fondées. Les mois d'octobre, janvier, juillet ont été les plus féconds avec respectivement 1 340, 1 320 et 1 201 entreprises créées. 77% des entreprises ont été créées par les Togolais ; les 23% restants appartiennent aux étrangers. Sur les 12 529 entreprises, les femmes en ont créé 3 426, soit 27,2% de toutes les entités nées au cours de l'année. 63% des entreprises fondées en 2020 ont été formalisées sous forme de personne physique ; le reste sous le statut de personne morale. A ce jour, on dénombre plus de 99 000 entreprises au Togo.

Entrepreneuriat

Des incubateurs africains à Aného pour un marathon de levée de fonds

Le Centre Urbain de Business et d'Entrepreneuriat (CUBE) annonce la tenue prochaine de l'édition 6 de ses rencontres AGAU RÂ. N'ayant pas eu lieu en mai 2020, comme initialement prévu, à cause de la pandémie, l'évènement sera officiellement lancé le 8 mai prochain par un webinar.

Dénommée "K-pital - Race", cette édition a, plus que les précédentes, des allures de marathon à la levée de fonds pour jeunes entrepreneurs africains. En effet, Urbain Amoussou et ses équipes se sont associés au Réseau Africain pour la Formation, la Science et l'Émergence des Talents (RAFSET), et à près d'une vingtaine d'autres structures d'accompagnement basées dans une douzaine de pays du continent. Ensemble, elles comptent réunir du 13 au 18 septembre prochain à Aného (50 km à l'est de Lomé et ville partenaire de CUBE), une ving-

taine de jeunes entrepreneurs portant des projets bancables en besoin de financement. Ce rassemblement se fera autour d'investisseurs, de business angels et autres représentants d'incubateurs. Cette cohorte de porteurs de projets sera préalablement cooptée, à la suite d'un processus de sélection et d'accompagnement en plusieurs étapes devant se dérouler de mai à fin juillet. Les cinq premiers jours de la rencontre seront consacrés à une Masterclass sur l'investissement readiness (anglicisme désignant la capacité d'un entrepreneur à anticiper les besoins et attentes des investisseurs, ndlr).

Avec Togo First

Baromètres Togo

Référentiel	Valeur	Sources
Superficie :	56 600 km ²	Populationdata
Population :	7 889 094 habitants (2018)	Banque mondiale
Croissance démographique :	2,42 % / an	Populationdata
Taux de natalité :	33,30 ‰ (2017)	Populationdata
Taux de mortalité :	6,90 ‰ (2017)	Populationdata
Espérance de vie :	65,00 ans (2016)	Populationdata
Déficit budgétaire :	2,1% (2017)	BAD
Smig :	35 000 FCFA (2012)	CCI
Effectif des Agents de l'Etat :	44 504 (2015)	Fonctionpublique
Risque pays (Coface) :	C	COFACE
Taux de scolarisation :	83%	INSEED

Pays frontaliers : Ghana, Bénin, Burkina Faso		
Indice de fécondité :	4,38 enfants / femme (2017)	
Populationdata		
Chiffres clés		
Valeur	Sources	
Taux de croissance :	5,1 (2019)	CNC
Pib/hab :	672 Dollars US	populationdata
Taux d'inflation :	1,7 (2019)	CNC
Balance commerciale :	373.810 millions (2017)	BCEAO
Dettes publiques :	72% du Pib (2018)	FMI
Taux de chômage :	3,4% (2015)	PNUD
Budget national :	1.461,0 milliards F CFA (2019)	MEF
Notation financière :	« B » (Mai 2019)	Standard & Poor's
IDH :	0,503 / 1 (2017)	Populationdata

Entretien avec Victoire Tomegah Dogbé

« Il nous fallait changer de paradigme »

ENTRETIEN. Rare femme cheffe d'un gouvernement africain, Victoire Tomegah Dogbé s'est confiée au « Point Afrique » sur les défis d'un pays, au milieu du gué.

nombre critique de bénéficiaires. C'est simple : si j'ai trois millions de personnes qui ont la carte d'électeur et qui peuvent tout de suite bénéficier du programme et que je n'ai que 500 000 personnes qui ont la carte d'identité, je suis désolée, je ne peux pas faire autrement. Il nous faut faire des choix. Mais c'est aussi un vrai problème structurel qu'il nous faut résoudre.

Qu'est-ce qu'il faut faire concrètement ?

Le défi maintenant est de faire en sorte que les gens aient des cartes d'identité. Nous avons déjà lancé un programme d'identification biométrique qui va permettre la mise en place d'un registre social unique comme un guichet unique pour toutes les prestations sociales offertes aux populations vulnérables, intégrant des solutions digitales et s'appuyant sur un ciblage précis des bénéficiaires.

On s'est rendu compte que de nombreux Togolais n'avaient pas les moyens de faire leur carte d'identité ou abandonnaient parce qu'ils leur manquaient une pièce essentielle comme l'acte de naissance. Des millions d'enfants au Togo n'ont pas d'acte de naissance, c'est une réalité. Nous sommes conscients de ces défis. Quand on parle de modernisation, de digital, c'est aussi ça, il faut trouver le moyen de rendre plus productives les structures de l'État.

Au-delà de ce défi particulier se pose clairement le problème de l'informel. Le constat est que beaucoup de choses dans le domaine économique ou social se font au Togo en dehors de l'État. C'est-à-dire que les gens se débrouillent sans l'État, et pensent du coup que les réformes sont menées surtout pour plaire aux institutions internationales. Quelle est votre analyse ?

Vous savez, madame, vous pouvez interroger la Banque mondiale, le Pnud et les autres organismes, tous nos programmes sont inclusifs. On ne cherche pas à savoir quelle est la couleur politique des gens. Les critères sont définis sur la base de la carte de la pauvreté de notre pays. Il nous faut faire des choix, mais je peux assurer que si jamais sur ce genre de projet vous êtes politisés,

entre guillemets, vous n'aurez pas de résultats. Il y aura toujours des gens pour vous dire le contraire, mais je le dis formellement, ici, ce ne sont pas les institutions qui nous dictent quoi que ce soit. Nous sommes convaincus du bien-fondé de nos réformes. Nous avons gagné 40 places dans le classement « Doing business 2020 » de la Banque mondiale après un gain de 19 places dans le rapport précédent, soit un gain de 59 places en deux ans. Mais ce que je voudrais souligner, c'est que nous avons amélioré le climat des affaires au bénéfice de l'économie réelle togolaise. Ainsi, nous avons facilité considérablement la création d'entreprise pour permettre aux jeunes de contribuer à la croissance. Des mesures d'accompagnement ont été prises pour réduire de façon drastique les procédures, délais et surtout le coût de création d'entreprises à plus de 85 % pour s'établir à seulement 28 250 francs CFA, soit 43 euros. À cela s'ajoute l'adoption du nouveau Code des impôts marqué par la suppression d'une dizaine d'impôts et l'exonération sur les deux premières années de certaines taxes essentiellement supportées par les jeunes entrepreneurs. Nous avons également amélioré l'obtention des documents dans le domaine du foncier en rationalisant les procédures avec la mise en place d'une plateforme e-foncier entraînant une réduction sensible des délais de mutation totale de 18 mois à 6 heures. Nous n'avons pas fait tout ça juste pour avoir une bonne note, mais nous avons des résultats à faire valoir.

Le Togo mise de plus en plus sur la transformation locale, quelle est votre ambition à ce propos ? Avez-vous intégré la création de chaînes de valeur dans votre plan d'action ?

Nous devons en effet créer de la richesse et des emplois en misant sur les potentialités et les avantages comparatifs du pays. De manière concrète, il s'agit d'opérer une transformation économique de notre agriculture, et du secteur industriel, en valorisant davantage les filières à travers



● *Nommée en pleine pandémie de coronavirus, Victoire Tomegah Dogbé est depuis cinq mois chargée de gérer plusieurs dossiers sensibles.* © DR

une approche de chaînes de valeur plus productives, plus compétitives et qui créent massivement des emplois. Il s'agira également de développer le secteur logistique du pays à travers la construction et la réhabilitation des infrastructures de transport routier et la modernisation du port dans le but d'améliorer la compétitivité de l'économie togolaise. L'expérience a montré que quand l'approche des chaînes de valeur est bien définie sur des filières ciblées, cela fonctionne. Je donne l'exemple de la filière du soja biologique, dont le Togo est le premier exportateur mondial vers l'UE. Une vingtaine d'exportateurs organisent et structurent la filière, pour un total de production exporté de plus de 10 000 tonnes. Nous avons démarré, avec l'appui d'un partenaire privé Arise, filiale du groupe Olam, les travaux de construction de la Plateforme Industrielle d'Adétikopé sur des centaines d'hectares et qui sera dotée d'une infrastructure moderne et de services logistiques multimodaux intégrés. Cette plateforme permettra de transformer localement les produits de notre agriculture, qui représente près de 40 % de notre PIB et devrait nous permettre de créer jusqu'à 35 000 emplois. Grâce à un partenariat stratégique avec un grand acteur du privé, nous avons engagé la transformation du secteur cotonnier afin d'augmenter sensiblement la production, créer plus de valeur ajoutée pour l'économie à travers la transformation du coton et augmenter les revenus des producteurs et des acteurs de la filière. Le Togo est également doté d'un port naturellement en eau profonde qui a connu d'importants investissements

ces dernières années, et on sait que les défis persistent parce qu'il faut digitaliser les services pour rendre ce port plus efficient. Aujourd'hui, c'est l'un des ports les plus performants en Afrique. Le but est d'en tirer le maximum d'avantages afin de desservir plusieurs autres pays. Notre marché n'est pas fermé. Au-delà des huit millions de Togolais, on a accès à un marché de 400 millions d'habitants dans notre sous-région.

Quelles sont justement vos attentes par rapport à la zone de libre-échange continentale ?

La zone de libre-échange continentale est une opportunité pour nous. Le port va nous permettre de doper notre économie maritime, mais aussi toutes les activités logistiques. Nous devons aussi faire en sorte que nos PME/PMI qui émergent puissent être consolidées pour s'adresser à ce marché parce que ce sont elles qui seront en compétition avec d'autres, et il ne faut absolument pas qu'elles disparaissent. L'accent a été mis sur leur capacité organisationnelle, mais aussi sur tout ce qui est packaging, marketing, recherche de niches, parce que c'est là où on peut faire la différence. Les filières doivent être identifiées afin de mobiliser notre approche des chaînes de valeurs.

Les rapports de puissance entre États reposent de plus en plus sur la maîtrise technologique. Le numérique est perçu comme la panacée pour permettre le décollage du Togo, mais la question énergétique demeure encore problématique, sans compter la dépendance technologique à l'extérieur et l'accès aux populations qui ne comprennent pas toujours. Comment comptez-vous atteindre vos objectifs de digitalisation sans trop d'illusions ?

Il y a 3 ans, le Togo n'avait pas de stratégie d'électrification. Aujourd'hui, le Togo dépend encore trop de l'extérieur. Quand on a compris cela, on a fait un vrai diagnostic avec des partenaires crédibles. On vient de mettre en service la centrale de Kekeli Efficient Power, située dans la zone portuaire, avec une capacité installée de 65 MW. D'ici à 2030, le Togo ne sera plus dépendant sur le plan énergétique et nous allons assurer à 100 % notre électrification avec un mix conventionnel et les nouvelles sources comme le solaire. Mais on ne peut pas attendre de faire l'électrification avant par exemple le déploiement de la fibre. Pour tous les grands travaux d'infrastructures, nous avons imposé qu'il y ait la fibre optique. Le continent africain peut tirer parti du numérique pour s'affranchir des vieux modèles industriels et accélérer sa croissance économique. L'économie numérique offre des possibilités d'accroissement de la productivité, l'esprit d'entrepreneuriat, l'innovation et la création d'emplois. Nous avançons vers une couverture Internet haut débit la plus complète possible.

D'aucuns soulignent que la lutte contre la corruption effective reste l'un des défis majeurs du Togo, que répondez-vous à ceux qui jugent que vous n'en faites pas assez dans ce domaine ?

En général, quand le citoyen togolais parle de corruption, il pense à un cas particulier, de quelqu'un qu'il connaît ou dont on lui a parlé, mais la corruption c'est tout le monde. C'est par exemple le citoyen qui accepte de corrompre quelqu'un pour

faire avancer un dossier, etc. Je crois fortement que la digitalisation des services peut constituer une première réponse. Quand le système sera totalement numérisé, l'argent circulera moins. Nous voulons digitaliser près d'une centaine de processus administratifs. La deuxième chose, c'est la reddition des comptes. Et cela concerne même les sociétés d'État. Nous avons doté le pays d'une Haute Autorité de prévention et de lutte contre la corruption et les infractions assimilées (HAPLUCIA), d'une Cour des comptes, des structures pour nous aider à une meilleure traçabilité. Les résultats seront visibles dans les années à venir. Cette question doit également évoluer dans les mentalités.

Votre modèle, c'est Singapour ou le Rwanda ?

Ce sont les deux. Il y a un peu de Singapour et j'aime beaucoup le modèle rwandais que je connais bien. Ce qui m'intéresse, c'est le côté pragmatique, notamment sur la reddition des comptes. Ce n'est pas seulement au niveau du chef de l'État ou du Premier ministre, l'idée c'est vraiment de descendre au plus bas pour que même le responsable au niveau de la communauté rende compte à sa population.

L'influence de la France diminue en Afrique subsaharienne, au profit, notamment, de la Chine, de la Turquie ou de la Russie. Qu'est-ce que cela vous inspire, au lendemain d'une visite officielle du président de la République Faure Gnassingbé en France ? Qu'attend le Togo de ce partenaire historique, mais de plus en plus contesté... ?

Nous cherchons des partenariats complètement décomplexés dans lesquels les intérêts des uns et des autres sont respectés et sont sauvegardés. On ne peut pas dire qu'on privilégie tel partenaire ou tel autre ou qu'on se trouve dans une tradition classique. Donc on ne va pas faire un partenariat pour les beaux yeux d'une puissance, mais dans l'intérêt du bien commun de la population togolaise. Mais pour créer plus de richesse, le Togo, à lui seul, ne peut y

Suite à la page 9

Lutte contre le Coronavirus

L'ICAI reconnaît l'efficacité de la BAD

La Banque africaine de développement (BAD) a accueilli favorablement un rapport publié par le Comité de développement international de la Chambre des communes britannique sur le soutien de la Grande-Bretagne au Groupe de la Banque africaine de développement. Le rapport a été préparé par le sous-comité sur les travaux de la Commission indépendante pour l'impact de l'aide (ICAI).

● Nicole ESSO

Le rapport reconnaît l'efficacité de la Banque à répondre à la pandémie et encourage le gouvernement britannique à travailler avec elle pour veiller à ce que l'élan ne soit pas perdu en 2021. Il note : « Nous sommes encouragés par les preuves des efforts concertés et déterminés de la Banque africaine de développement pour atténuer les pires effets de la pandémie de Covid-19 et soutenir la réponse de chaque pays. Nous nous félicitons également de ce qui semble avoir été une coordination renforcée plus large entre les institutions de développement face à la pandémie. » Le Royaume-Uni est l'un des 28 membres et actionnaires non régionaux du Groupe de la Banque africaine de développement. Le rapport reconnaît la qualité de l'engagement du Royaume-

Uni auprès de la Banque et reconnaît la performance de la Banque dans le soutien des priorités de développement du Royaume-Uni en Afrique. Il a également constaté que la Banque se comparait bien avec d'autres institutions de développement, à la fois en Afrique et au-delà. Le président du Sous-comité, Theo Clarke, a déclaré : « Depuis sa création, la Banque africaine de développement a offert une aide financière précieuse aux pays en développement à travers le continent. » Le Dr Tamsyn Barton de l'ICAI a parlé positivement des progrès de la Banque dans la décentralisation de ses opérations - que le Royaume-Uni encourage - et des récentes améliorations des capacités politiques, ainsi que de l'importance des relations solides que la Banque a établies avec les gouvernements africains. Dans l'ensemble, le rapport reflète l'appréciation



du Royaume-Uni quant à sa capacité à travailler avec la Banque pour acheminer des fonds dans toutes les régions du continent. Debbie Palmer, du bureau britannique des affaires étrangères, du Commonwealth et du développement, a déclaré : « Nous pouvons mobiliser... des fonds grâce à notre soutien [à la Banque]. Nous pouvons atteindre des endroits que

nous ne pourrions peut-être pas atteindre autrement avec nos fonds bilatéraux. Nous pouvons soutenir les investissements régionaux dans les grands projets d'infrastructure transnationaux dont l'Afrique a désespérément besoin et dans lesquels la Banque africaine de développement investit. Par le biais de ce rapport, le Parlement britannique encourage

le gouvernement britannique à s'assurer qu'il est à jour avec le capital de la Banque africaine de développement en tant qu'« important partenaire de développement » du Royaume-Uni. Il déclare qu'une action possible qui pourrait améliorer les perspectives de financement des infrastructures africaines est le décaissement plus rapide du capital versé de la Banque

africaine de développement. Il note : « Nous exhortons le gouvernement, à travers sa position de directeur exécutif du Royaume-Uni, à envisager d'encourager cette voie et d'autres voies possibles pour maintenir son soutien financier au développement des infrastructures en Afrique. » « Nous nous félicitons des conclusions positives de cet important rapport parlementaire britannique », a déclaré le président de la Banque africaine de développement, le Dr Akinwumi A. Adesina. « Les commentaires constructifs de nos membres et actionnaires sont extrêmement précieux pour nous alors que nous évaluons en permanence l'efficacité de nos opérations globales - en particulier lorsque nous nous efforçons d'aider nos pays membres régionaux à faire face et à se remettre de la pandémie », a-t-il ajouté.

Sénégal

Le secteur agricole emploie 60 % de la population active

Au Sénégal, l'agriculture est le principal pilier de l'économie. Alors que les besoins alimentaires vont sans cesse croissants, le secteur bénéficie depuis quelques années d'un soutien financier public de plus en plus important.



Au Sénégal, l'enveloppe allouée par l'Etat au financement du secteur agricole sera de 60 milliards Fcfa durant la campagne 2021/2022. L'annonce a été faite en marge du Conseil des ministres qui s'est tenu le 21 avril dernier. Ce montant est identique à celui affecté un an plus tôt et servira essentiellement à financer l'achat de matériels et d'intrants agricoles en faveur des exploitants. Durant cette nouvelle saison, l'exécutif

compte mettre l'accent sur la hausse des aménagements hydroagricoles ainsi que sur la mécanisation accrue du système agricole à travers la disponibilité de lignes de financement dans le cadre de sa politique d'autosuffisance alimentaire. Pour le premier volet de l'intervention, le gouvernement devrait notamment travailler de concert avec la Société nationale d'aménagement et d'exploitation des terres du delta du fleuve Sénégal, des vallées

du fleuve Sénégal et de la Falémé (SAED) et la Société de développement agricole et industriel (Sodagri). S'agissant du bilan de la campagne 2020/2021, l'heure est à la satisfaction notamment en ce qui concerne l'arachide. Le pays a exporté plus de 721 000 tonnes de la graine pour des recettes de 216 milliards Fcfa. Au Sénégal, le secteur agricole emploie 60 % de la population active.

Avec ecomnewsafrique.com

UEMOA

Progression de 8,5% de la production industrielle en mars

La production industrielle dans les pays membres de l'Union économique et monétaire ouest africaine (UEMOA) a progressé de 8,5% en glissement annuel au cours du mois de mars 2021 contre 5,4% le mois précédent, selon les données de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) basée à Dakar.



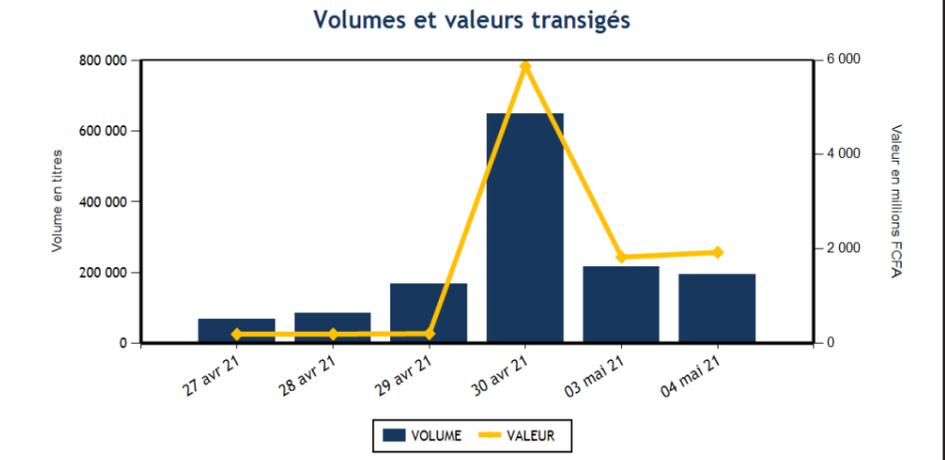
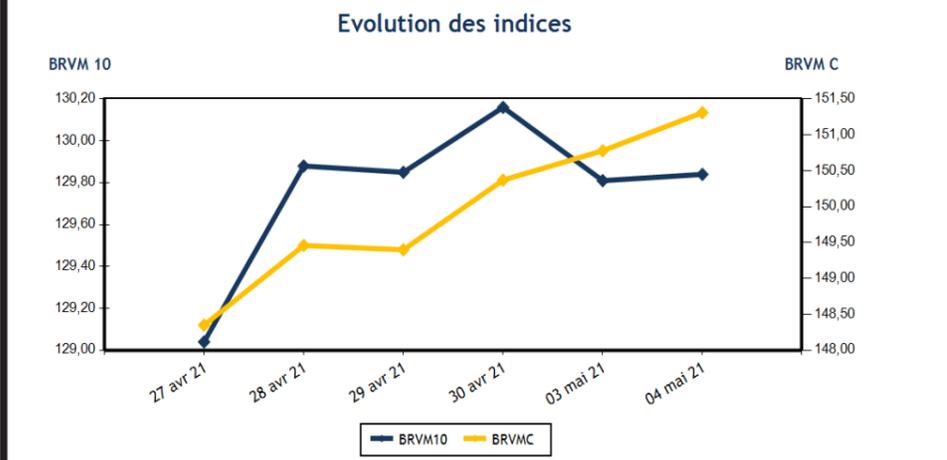
Les services de l'Institut d'émission lient cette situation avec la bonne tenue du rythme de progression de la production dans les secteurs pétrolier et textile. Il faut souligner que depuis le mois de janvier 2021 (+2,7%), la production industrielle est en constante progression. Concernant l'indice du chiffre d'affaires dans le commerce, il a aussi progressé de 5,8%, sur un an, en mars 2021, après une hausse de 1,4% le mois précédent, en rapport avec l'accroissement des ventes de produits pétroliers, des équipements électroménagers et des matériaux de construction. De même, l'indice du

chiffre d'affaires dans les services marchands s'est accru de 13,1% au cours du mois sous revue, après une augmentation de 9,4% au mois de février 2021. De son côté, l'indice des services financiers connaît une évolution de 8,8% après 8,7% au mois de février 2021. Pour ce qui est de l'indicateur du climat des affaires qui synthétise les opinions des chefs d'entreprise sur la conjoncture, la BCEAO indique qu'il est ressorti en hausse de 1,2 point au mois de mars 2021 par rapport au mois précédent avec des niveaux respectifs de 102,1 et 100,9. « Cette évolution traduit l'augmentation des car-

nets de commande et l'amélioration de la situation de trésorerie des entreprises », souligne la BCEAO. A part le Mali (98,2), l'indice a progressé dans tous les pays de l'UEMOA. Par ordre d'importance, le Burkina et la Côte d'Ivoire ont les indices le plus élevés (103,4), suivis de la Guinée Bissau (102,9), du Sénégal (102,2), du Niger (100,8), du Bénin (100,6) et du Togo (100). Selon l'institut d'émission, cette situation reflète la perception d'une évolution favorable de la conjoncture économique par les chefs d'entreprise.

Avec financialafrik.com

BRVM 10	129,84	 BULLETTIN OFFICIEL DE LA COTE N° 86 mardi 4 mai 2021 Site : www.brvm.org	BRVM Composite	151,31
Variation Jour	↑ 0,02 %		Variation Jour	↑ 0,35 %
Variation annuelle	↓ -0,79 %		Variation annuelle	↑ 4,09 %



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	4 553 479 254 691	0,35 %
Volume échangé (Actions & Droits)	188 619	68,08 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	1 866 364 610	134,71 %
Nombre de titres transigés	41	2,50 %
Nombre de titres en hausse	19	18,75 %
Nombre de titres en baisse	13	0,00 %
Nombre de titres inchangés	9	-18,18 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	6 300 906 052 547	0,02 %
Volume échangé	5 917	-94,32 %
Valeur transigée (FCFA)	58 856 844	-94,28 %
Nombre de titres transigés	7	133,33 %
Nombre de titres en hausse	1	
Nombre de titres en baisse	0	-100,00 %
Nombre de titres inchangés	6	500,00 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
PALM CI (PALC)	4 675	7,47 %	107,78 %
SAFCA CI (SAFC)	220	7,32 %	-21,43 %
NESTLE CI (NTLC)	1 175	7,31 %	267,19 %
SETAO CI (STAC)	445	7,23 %	58,93 %
BANK OF AFRICA NG (BOAN)	3 790	7,21 %	8,29 %

PLUS FORTES BAISES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SERVAIR ABIDJAN CI (ABJC)	950	-7,32 %	-23,39 %
BANK OF AFRICA BF (BOABF)	3 500	-6,67 %	-6,67 %
CFAO MOTORS CI (CFAC)	415	-4,60 %	15,28 %
SAPH CI (SPHC)	2 510	-3,46 %	79,29 %
TOTAL SN (TTLS)	1 300	-2,99 %	-27,78 %

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	12	50,53	2,33 %	39,39 %	10 725	15 851 000	11,93
BRVM - SERVICES PUBLICS	4	434,50	1,29 %	5,85 %	141 053	1 786 100 385	8,85
BRVM - FINANCES	15	58,39	-0,65 %	-2,67 %	17 763	41 840 975	10,98
BRVM - TRANSPORT	2	330,96	0,36 %	-12,60 %	1 039	1 373 250	5,46
BRVM - AGRICULTURE	5	140,74	1,29 %	62,63 %	4 151	8 720 750	9,24
BRVM - DISTRIBUTION	7	206,18	-1,62 %	-8,94 %	13 546	12 326 060	10,45
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	549,08	7,23 %	58,93 %	342	152 190	2,58
BRVM - PETITES CAPITALISATIONS	-	-	-	-	-	-	-

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
PER moyen du marché	9,28	
Taux de rendement moyen du marché	7,56	
Taux de rentabilité moyen du marché	13,12	
Nombre de sociétés cotées	46	
Nombre de lignes obligataires	86	
Volume moyen annuel par séance	172 700,00	
Valeur moyenne annuelle par séance	1 084 290 861,86	

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
Ratio moyen de liquidité	0,62	
Ratio moyen de satisfaction	36,63	
Ratio moyen de tendance	5 893,52	
Ratio moyen de couverture	1,70	
Taux de rotation moyen du marché	0,02	
Prime de risque du marché	4,87	
Nombre de SGI participantes	27	

Définitions

Volume moyen annuel par séance = Volume annuel échangé / nombre de séances
 Valeur moyenne annuelle par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances
 Ratio moyen de liquidité = Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de satisfaction = Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)
 Ratio moyen de tendance = Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de couverture = Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)

Taux moyen de rotation = moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé/capi flottante)
 PER moyen du marché = moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif
 Taux de rendement moyen = moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende
 Taux de rentabilité moyen = moyenne des taux de rentabilité des actions cotées
 Prime de risque du marché = (1 / le PER moyen du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'Etat



BRVM - BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES

BRVM - Société Anonyme au capital de 3.062.040.000 CFA - RC : CI - ABJ - 1997 - B - 208435 - CC : 9819725 - E
 Siège Social : Abidjan - CÔTE D'IVOIRE. Adresse : 18, Rue Joseph ANOMA (Rue des Banques) - Abidjan
 Tél : +225 20 32 66 85 / 86. Fax : +225 20 32 66 84. Mail : brvm@brvm.org. Site Web : www.brvm.org

Télétravail

Google passe à un mode de fonctionnement « hybride »

Une partie des équipes sera autorisée à travailler définitivement à domicile. Les salariés se verront aussi offrir la possibilité d'être transférés dans d'autres bureaux. Au total, 40 % des effectifs seront concernés. Les autres salariés pourront répartir leur temps entre présence sur site et le lieu de leur choix.

Le télétravail continue d'entendre son emprise sur le monde de la tech. Twitter, Facebook, et désormais Google, autorisent le télétravail à vie à certains de leurs salariés. Dans un e-mail transmis mercredi à ses équipes, Sundar Pichai, le directeur général d'Alphabet, a annoncé s'attendre à ce que 20 % de ses 200.000 employés répartis aux Etats-Unis, en Europe, au Brésil et en Inde, ne reviennent jamais au bureau. Ils seront au moins aussi nombreux à pouvoir déménager vers d'autres sites de l'entreprise, a-t-il également indiqué. Cette possibilité pourrait notamment intéresser les 140.000 salariés du siège de Mountain View, en Californie, Google possédant des bureaux dans plus de 19 Etats américains.

Pas de retour avant septembre

Le géant technologique confirme ainsi sa volonté de passer à un mode de fonctionnement « hybride » à la fin de la pandémie, tout en offrant plus de flexibilité à son personnel. Fin juillet 2020, le géant de Mountain View était déjà l'une des premières sociétés américaines à étendre autant le télétravail. La firme n'envisageait pas de retour sur site avant l'été



2021. En décembre, Sundar Pichai avait indiqué à ses salariés reporter cette date au 1er septembre. Depuis, le retour au travail s'est lentement amorcé. Mais question toutefois de revenir au « monde d'avant ». Consultés, la plupart des employés indiquent vouloir revenir au bureau après la pandémie, mais pas à plein temps, rapportait en décembre CNBC. Sundar Pichai, le PDG d'Alphabet s'attend désormais à ce qu'environ 60 % du personnel de Google travaille au bureau « quelques jours par semaine ». Les employés passeraient environ trois jours au bureau. Le reste de la semaine, ils seraient libres de choisir de travailler depuis leur domicile, ou le lieu où « ils travaillent le mieux », indique Sundar Pichai.

Rémunération adaptée

Les salariés de Google se verront également offrir la

possibilité de télétravailler, depuis l'emplacement de leur choix, pendant quatre semaines par an. Cette initiative facilitera notamment l'organisation des vacances pour les salariés. La rémunération de chacun sera adaptée en fonction du scénario choisi, indique Sundar Pichai. Un processus de candidature pour les membres du personnel souhaitant changer de bureau sera présenté mi-juin. La flexibilité adoptée par le secteur de la tech fait figure d'exception. Elle contraste tout particulièrement avec l'attitude adoptée par les grandes banques, souligne le « Wall Street Journal ». Wells Fargo & Co. et JPMorgan, s'attendent à ce que la plupart de leurs effectifs retournent au bureau après la pandémie.

Avec lesechos.fr

Coronavirus

Les ventes de la bière Kronenbourg reculent

Privé de festivals et de débits de boissons à cause de la crise sanitaire, le brasseur alsacien Kronenbourg a vu ses ventes reculer de 10% en 2020



Ca ne mousse plus trop du côté du brasseur alsacien Kronenbourg. Ce dernier a vu ses ventes totales reculer de 10 % en 2020, depuis la pandémie et ses conséquences pour les débits de boissons et les festivals. « Le ralentissement du marché global de la bière s'est traduit chez Kronenbourg SAS par une baisse de 10 % des ventes totales (5,1 millions d'hectolitres) pour atteindre un chiffre d'affaires total de 844 millions d'euros » en 2020, a indiqué le groupe mercredi. Particulièrement

touchées, les ventes de la consommation hors domicile, qui ont reculé de 48 % du fait de la fermeture pendant vingt-trois semaines des débits de boissons et de la mise à l'arrêt des festivals, lesquels représentent à eux deux 30 % des ventes du groupe en année normale, selon son PDG Rémy Sharps.

Des ventes stables en grande distribution

Heureusement, les ventes en grande distribution « sont restées stables », indique le groupe qui précise qu'il y a à peu près entre un tiers et 40

% du volume qui n'est pas vendu dans les cafés, les hôtels, les restaurants mais, qui ont été reporté dans la grande distribution, en moyenne sur les quinze derniers mois. Mais la brasserie d'Obernai, particulièrement touchée par une situation sanitaire critique dans la région Grand-Est, n'a pas pu tirer profit de cette compensation partielle. A compter de mi-mars 2020 et pendant six à huit semaines, la « plus grosse brasserie d'Europe » n'a pas pu tourner à plein régime pour fournir pleinement ses clients de la grande distribution. La moitié des lignes de production ont été mises à l'arrêt lors des deux premières semaines de confinement, a indiqué Rémy Sharps, estimant la perte de production à environ 200.000 hectolitres de bière.

Avec 20minutes.fr

Economie

L'Europe à la traîne par rapport aux Etats-Unis et à la Chine

Alors que la Chine et les Etats-Unis voient leur économie rebondir, la zone euro est techniquement en récession.

La zone euro a encaissé une nouvelle contraction de son économie au premier trimestre et est même entrée techniquement en récession, sous l'effet des restrictions sanitaires et des retards dans les vaccinations, au moment où les Etats-Unis et la Chine affichent une croissance insolente. Le produit intérieur brut des 19 pays ayant adopté la monnaie unique a reculé de 0,6% entre janvier et mars, selon une première estimation publiée vendredi par l'Office européen des statistiques. Ce nouveau repli fait suite à une baisse du PIB de 0,7% au quatrième trimestre 2020, ce qui fait entrer formellement la zone euro en récession. Mais il reste modéré par rapport à l'effondrement record de 11,6% enregistré au deuxième trimestre 2020 lors du premier confinement, qui avait été suivi par un fort rebond de 12,5% au trimestre suivant. Parmi les États membres pour lesquels les données sont disponibles, le Portugal (-3,3%) a enregistré la baisse la plus importante sur la période. L'Allemagne, première économie européenne, plombe elle aussi la croissance de la zone euro avec une chute de son PIB de 1,7%, en raison notamment de la consommation des ménages, tout comme l'Espagne (-0,5%) et l'Italie (-0,4%).

Plans de relance

La France, portée par sa demande intérieure et qui avait imposé fin 2020 un verrouillage sanitaire plus strict que les autres pays, fait figure d'exception avec une croissance positive (+0,4%). L'économie de la zone euro «est toujours 5,5% en dessous de son pic d'avant la crise, ce qui la laisse loin derrière les Etats-Unis où le

Luxe

Le détecteur de faux, ange du marché de l'occase en Chine

Alors que le commerce de l'occasion est en plein essor en Chine, l'expertise d'un détecteur de copies est de plus en plus demandée.

C'est le premier marché mondial du luxe – et aussi des produits contrefaits. Alors que le commerce de l'occasion prend enfin racine en Chine, l'expertise d'un détecteur de copies prend de la valeur... sous la forme de petits cours bien facturés. Une montre suisse, un sac Hermès ou des bottes en caoutchouc estampillées Prada. A l'aide d'une loupe, Zhang Chen examine attentivement logos, coutures et numéros de série pour distinguer le vrai du faux. La



PIB a presque retrouvé ce niveau», remarque Andrew Kenningham, analyste chez Capital Economics. Tirés par les plans de relance gouvernementaux et la vaccination, les Etats-Unis ont commencé à se relever de la crise. Ils ont affiché au premier trimestre leur plus forte croissance trimestrielle depuis 2003, à l'exception du bond exceptionnel enregistré au deuxième trimestre 2020. Dans le même temps, la Chine a enregistré de janvier à mars une hausse record de son PIB de 18,3% (sur un an). A la traîne de ces deux puissances, l'UE peine toujours à vacciner rapidement sa population, mais aussi à avancer sur le plan de relance de l'économie, financé par un emprunt commun, décidé à l'été 2020. Les capitales ont certes commencé à soumettre cette semaine leurs projets nationaux à la Commission européenne, mais ils ne devraient commencer à bénéficier des premiers fonds que cet été.

Rebond attendu

La situation européenne devrait cependant commencer à «s'améliorer vers la fin du deuxième trimestre, car le programme de vaccination permettra aux gouvernements de lever les restrictions», prévoit l'expert de Capital Economics. Même

optimisme chez Bert Colijn d'ING, pour qui il est «évident que le PIB repartira à la hausse au deuxième trimestre». Il voit dans le recul à 8,1% du chômage en mars un signe positif et note que «de petits assouplissements des restrictions ont eu des effets assez forts sur la consommation, ce qui signifie que les consommateurs semblent désireux de dépenser. Le secteur manufacturier est en plein essor et n'est pour l'instant freiné que par des contraintes d'approvisionnement», remarque-t-il également, jugeant la zone euro «prête pour le début du rebond». Dans ce contexte, le taux d'inflation annuel de la zone euro, dévoilé vendredi par Eurostat, s'est rapproché en avril de l'objectif de 2% de la Banque centrale européenne (BCE), s'affichant à 1,6%. L'inflation continue ainsi sa remontée après cinq mois en terrain négatif fin 2020, portée par les prix de l'énergie. Mais l'inflation sous-jacente (hors énergie, produits alimentaires, boissons alcoolisées et tabac, qui exclut par conséquent les produits particulièrement volatils) a, elle, reculé pour s'afficher à 0,8% en avril, contre 0,9% en mars.

(AFP)

arriver. Dans l'idéal, il nous faut avoir des partenariats qui nous permettent d'aller vite et bien.

La question de la migration des jeunes ainsi que celle de l'islam radical est clairement posée à l'Afrique depuis plusieurs années. Comment faire pour rendre plus audible la voix des Africains sur ces sujets où ils sont en première ligne ? Et que représentent ces défis pour le Togo ?

Pour le Togo, ces défis ne datent pas d'aujourd'hui. Le chef de l'État togolais a une forte capacité d'anticipation sur ces questions. Ça le préoccupait, il en parlait tout le temps, mais les gens ne comprenaient pas. Le Togo s'est aussi appuyé sur sa position géographique, sa capacité à être au cœur des différentes politiques d'intégration sous-régionale. Le pays est conscient qu'il ne peut pas faire sans les autres et donc que les problèmes de ses voisins sont aussi les siens. Nos militaires participent aux missions de paix des Nations unies, pour nous c'est un atout, puisqu'ils se professionnalisent. Le Togo a aussi récemment adopté

une loi de programmation militaire pour soutenir ses dépenses militaires. L'objectif est d'être plus agile, de permettre une plus grande mobilité sur les zones les plus risquées, au niveau des frontières. La question sécuritaire est une priorité, et nous faisons la connexion avec le développement. Sans l'appui des civils dans les régions les plus menacées, il est quasiment impossible d'avoir des informations fiables. Pour cela, il faut que les services sociaux de base soient effectifs, les civils doivent être à l'aise, avoir accès à des points d'eau, des écoles, de l'électricité. Parce que si vous ne le faites pas, ce sont les terroristes qui le font à votre place et qui vont du coup convaincre les populations de se rallier à eux. C'est un tout et je suis convaincue que si l'Afrique gagne la lutte contre la pauvreté, ce sera un début de victoire contre l'extrémisme violent et le terrorisme. La prise de conscience collective est réelle, reste maintenant à mieux partager les informations entre États, notamment dans la sous-région.

Pensez-vous pouvoir atteindre tous vos objectifs sans mener de réformes politiques ? Quelles sont celles qui vous paraissent indispensables pour renforcer la démocratie, l'état de droit et l'efficacité de la gouvernance au Togo ?

Rassurez-vous, les réformes politiques se font. On a eu les élections législatives, la présidentielle, il y a eu les locales et bientôt doivent se tenir des régionales.

Vous ne parlez jamais de politique, pourquoi ?

Parce que je n'ai pas le temps. Je suis tellement occupée à travailler que je n'ai pas le temps pour la politique. Mais j'en fais autrement, vous savez. (Rires) Quand vous faites du développement votre cheval de bataille, vous faites de la politique. Quand vous travaillez pour l'amélioration des conditions des populations, vous faites de la politique. Seulement, je ne fais pas de la politique politicienne.

Vous avez fait de la place des femmes (avec 11 membres au gouvernement) un sujet majeur de

vos politique. Pourquoi cela vous est-il apparu comme une priorité ?

Les jeunes Togolaises sont à la recherche de rôle modèle. Il était important de donner un signal fort en donnant non seulement plus de place aux femmes, mais surtout de les positionner à des postes à responsabilités. Il faut rendre hommage au président, qui a impulsé, avec beaucoup de constance, cette politique de promotion des femmes aux postes à responsabilité, depuis une dizaine d'années maintenant. Nos ministres occupent des postes importants comme les Mines et l'Énergie, l'Armée – et beaucoup de jeunes filles voient qu'il se passait quelque chose et je reçois de nombreux messages d'encouragement. C'est une motivation de plus pour mettre en place plus de programmes d'empowerment féminin à tous les niveaux et dans tous les milieux. Le Togo a une belle histoire avec la réussite des Nana Benz, je crois qu'il faut bâtir sur ça et donner la chance à plus de femmes.

Qui étaient vos rôles modèles quand vous étiez plus

jeune ?

Les Nana Benz togolaises, je les adore (Rires). J'ai très tôt été impressionnée par leurs parcours, car certaines de mes tantes en étaient et puis, moi-même, j'ai vendu des tissus à l'école. Ce sont les femmes qui ont façonné l'histoire de ce pays. Ce sont elles qui ont mis des moyens à disposition pour que l'État fonctionne. Elles sont souvent parties de zéro et sont devenues riches, sans oublier leur entourage ni leur pays. Ce sont des valeurs auxquelles je crois, car on peut en mesurer les résultats. Elles ont fait preuve de ténacité, se sont battues pour faire en sorte que le mal ne prenne pas le dessus sur le bien. Ma mère m'a beaucoup inspirée aussi. Elle était fonctionnaire à l'hôpital, au CHU Sylvanus Olympio, c'était une femme combative, très brave. Mon autre inspiration, c'est Nelson Mandela. J'aime sa combativité et l'héritage qu'il a laissé.

Concrètement, au-delà du symbole, que faut-il faire pour lever les freins que rencontrent quotidiennement les femmes togolaises,

de la jeune fille à la veuve ?

Ces défis demandent qu'on s'occupe sérieusement de la scolarisation des jeunes filles. Parce que dans les milieux pauvres, quand il n'y a pas de moyens, ce sont les jeunes filles qui sont chargées de toutes les tâches quotidiennes, comme aller chercher l'eau, elles manquent alors l'école régulièrement. Ensuite, l'autre risque, ce sont les mauvaises rencontres, les viols, les agressions, les mariages précoces, qui les éloignent un peu plus des bancs. Il faut faire beaucoup sur la question de l'autonomisation et les programmes sociaux, car les femmes qui en bénéficient ont un impact positif indéniable sur leur communauté. En milieu urbain aussi, le problème se pose de manière différente, avec des parents qui ne comprennent pas toujours les choix d'études de leurs filles ou le simple fait qu'elles se concentrent sur leurs études et moins sur les moyens de subsistance de la famille. Le chemin est encore long.

Source : Le Point Afrique

HOROSCOPE finance

Bélier Côté finances, vous aurez droit à un petit coup de pouce du sort. Attention cependant au revers de la médaille : Vénus étant la planète de la beauté et de l'harmonie, elle pourra tout à coup vous donner envie de dépenser des fortunes en vêtements, en coiffure ou en beaux meubles pour la maison. Réfrérez-vous !

Taureau Votre goût du risque pourra vous entraîner très loin. Attention aux opérations financières hasardeuses qui pourraient être catastrophiques. Mais il sera possible d'effectuer des transactions plus fructueuses.

Gémeaux Le secteur finances sera dans l'ensemble assez calme. Mercure vous incitera à bien gérer votre budget et à faire les bons choix, à équilibrer raisonnablement vos rentrées et vos dépenses.

Cancer Votre goût du risque sera décuplé par cette ambiance astrale et vous poussera à effectuer des opérations financières audacieuses. Vous aurez envie de tenter le tout pour le tout et de forcer les choses, histoire de gagner le maximum d'argent en un minimum de temps. Grâce au soutien très spécial de la planète Pluton, vous n'irez pas au-devant d'une catastrophe et pourrez vraisemblablement faire une bonne prise ; dans le pire des cas, vous sauvez tout de même votre mise.

Lion Aucune planète importante ne touche directement le domaine pécuniaire en ce moment. Pourtant, cette journée devrait être facile et protégée. En effet, avec le soutien de Jupiter, planète de chance et de succès, vous ne devriez pas avoir de problème financier. De plus, Vénus en aspect favorable vous vaudra une belle protection et, peut-être, une petite rentrée d'argent imprévue.

Vierge Tout ira bien sur le plan financier si vous vous montrez raisonnable et évitez de dépenser des fortunes pour satisfaire vos envies passagères. Dans le cas contraire, vous risquez de vous mettre en mauvaise posture et d'avoir ensuite bien du mal à rééquilibrer votre budget.

Balance Cette fois, si votre situation financière est saine et si vous évitez de prendre des risques insensés, vous n'aurez rien de vraiment ennuyeux à craindre. Mais si votre budget est déséquilibré, il sera temps de devenir plus raisonnable, sans quoi vous aurez de mauvaises surprises.

Scorpion Aucune planète n'influencera votre secteur d'argent, ce qui vous mettra à l'abri des problèmes graves. Mais deux éléments ayant un impact indirect sur votre équilibre financier doivent toutefois vous inciter à une certaine prudence. D'un côté, Jupiter risque de vous pousser à la dépense, notamment pour décorer votre maison ou pour faire des cadeaux à vos proches ; tandis que de l'autre, Pluton pourra avoir pour effet de retarder une rentrée d'argent sur laquelle vous comptiez.

Sagittaire Journée favorable à la spéculation et aux placements. Mais si vous voulez miser gros, demandez l'avis d'un spécialiste en la matière, pour écarter tout risque de vous retrouver rapidement sur la paille. N'oubliez pas de consulter votre nombre de chance du jour.

Capricorne Méfiez-vous des loteries publicitaires organisées par des entreprises de vente à distance. Elles font miroiter des gains fabuleux. Ce ne sont en fait, la plupart du temps, qu'une vaste escroquerie. Répondez aux sollicitations si vous voulez, mais sans bourse délier.

Verseau Ne vous lancez pas dans l'aventure financière comme Neptune vous y invitera. Vous devriez beaucoup plus tenir compte des expériences du passé afin de ne pas renouveler certaines erreurs déjà commises.

Poissons Mars en aspect dysharmonique perturbera votre jugement. Aussi, évitez d'effectuer des transactions financières aujourd'hui. Une affaire litigieuse reviendra à l'ordre du jour et vous mettra dans l'embarras.

L'économiste du Togo
Premier Quotidien Economique du Togo - REC N°0602/11/12/19/HAAC

Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investigations économiques, financières et boursières

Email : leconomistetogo@gmail.com

Site web : www.leconomistedutogo.com

REC N°0602/11/12/19/HAAC

Adresse : AGOE Route de la cour d'Appel (derrière institut IPP)

Tél : 00228 97 25 84 84 Lomé, Togo

Administrateur Général

Léonard DOSSOU

Administrateur délégué

Anicet Carlos Oké

Directeur de publication

Komlan KPATIDE

00228 90 05 05 08

Rédacteur en chef

Joël YANCLO

00228 97 78 79 07

Chef d'édition

Yves K.ADJANOUVI

Rédacteurs

Nicole ESSO

Kodji GATOR JOE

Vivien ATAKPABEM

Junior OREDOLA

Bernard D. AFAWOUBO

Direction commerciale

Madjé Wellida AKUE

00228 97 25 84 84

Correcteur

Michel Yao AYEVA

Graphiste

Giséle NOUDAÏKPON

Imprimerie

J.C. Inter press

Tirage : 5000

AVIS DE DECES

Le Chef du village d'Agonko, Grand-Popo du Bénin
La famille MONTCHO du Togo et du Bénin
La famille SOSSOU-KISSE du Bénin
Le Chef de la famille KPODAR
Togbui AMEDON Holali Chef quartier Hedze-Kpota
Togbui KOUDEKA Kodjo, Chef du quartier Bè-Kpota Atsantsimé
Le Révérend Père Michel BADAGBOR Curé de la paroisse
Sainte Maria-Goretti de Bè-Kpota et ses vicaires et le C P P
Le Révérend Père Désiré KPODAR Administrateur de la
Cathédrale Sacré Cœur Jésus à Lomé
Les Révérendes sœurs de Sainte carole
La Chorale Jeunesse Catholique Charité de Bè-Kpota
La famille KOUTOUATI du Togo
La famille MAGBLENOU du Togo et du Bénin
La famille GERALDO du Togo

Les enfants du défunt

Mme MONTCHO-AHAMA Goussivi Léopoldine, son époux et leurs enfants
Mme MONTCHO-AHOUISSOU Gbedessi Patricia, son époux et leurs enfants
Mme MONTCHO-LAWSON-HECHELI Ayaba Honorine, son époux et leurs enfants
Mme MONTCHO-ADJAVUVU Ablavi Evelyne, son époux et leurs enfants
Mme MONTCHO-AMOUISSOU Tchotcho Reine, son époux et leurs enfants
Mme MONTCHO-AFAWOUBO Goussi Victoire, son époux et leur enfant
M. MONTCHO Goudjo André ses frères, sœurs, cousins, cousines, et leurs enfants
Veuve TCHABA Chérifatou née GERALDO ses frères, sœurs, cousins, cousines et leurs enfants

Les familles : KPODAR, GERALDO, ABALO, AHAMA, AHOUISSOU, LAWSON-HECHELI, ADJAVUVU, AMOUISSOU, AFAWOUBO, AGBONAGBAN, KELLY, DOYIGAH, ABALLO-AZIANKUI, VIVO-KINI, SEGLA, KAKPO, BLUKOUTOU, BIAM, BROOHM, AMEDON, LAWSON-DJITO, GOKOUNOUS, KOUDEGNAN, MONDJI, KASSA, TOGBE, ATANLEY, AMOUZOUVI, KEKE, PUGN, COMLANVI, SEMEHA, SEKAYA, AGBOSSOU, AKPOTO, WALLACE, ADEBAYOR,

BABATUNDE, SOUBEROU, ALEMDZRODO, AMEGANVI,

Les familles parentes alliées et amies,

profondément touchées par les nombreuses marques de sympathie et d'affection que vous leur avez témoignées de diverses manières lors du décès de leur très cher et regretté :



MONTCHO AGOSSOU COSME

dit **COSMAS**

Mécanicien-Conducteur d'engins lourds
à DYWITO à la retraite, survenu le 06 Avril 2021
au CHU Sylvanus Olympio
dans sa 80^{ème} année

Vous renouvellent leurs sincères remerciements et vous prient

d'assister ou de vous unir d'intention aux obsèques qui se dérouleront suivant le programme ci-après :

PROGRAMME DES OBSEQUES

Vendredi 07 Mai 2021

16h 00 : Messe veillée en la paroisse Sainte Maria Goretti de Bè-Kpota
18h 00 : Exposition du corps au domicile du défunt

Samedi 08 Mai 2021

08h 00 : Levée du corps
08h 30 : Oraison funèbre
09h 00 : Messe d'enterrement suivie de l'inhumation au cimetière de Bè-Kpota
11h 00 : Sortie de deuil

Dimanche 09 mai 2021

08 h 15 : Messe d'action de grâce en la même paroisse

Maison mortuaire

Maison du feu MONTCHO Agossou Cosme, von en face de la Pharmacie Miséricorde en allant vers la clôture de l'aéroport.

NB : Respect strict des mesures barrières

MARBRE - PIERRE - GRANITE

La morale de notre travail est la force
d'unir notre professionnalisme pour
satisfaire nos clients.

Travail professionnel de qualité



LA MAIN DU MARBRE

WWW.LAMAINDUMARBRE.COM

contact@lamaindumarbre.com

+228 918 943 13/921 408 56

Consommation

Les commerçants invités au respect de la réglementation

Le ministre en charge du commerce invite les opérateurs économiques importateurs des produits de consommation à prendre toutes les dispositions nécessaires pour le respect des mesures en vigueur, faute de quoi ils s'exposent aux sanctions prévues par la loi.

MINISTRE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE
ET DE LA CONSOMMATION LOCALE

SECRETARIAT GENERAL

DIRECTION DU COMMERCE INTERIEUR
ET DE LA CONCURRENCE

N°0988/MCICL/SG/DCIC

REPUBLIQUE TOGOLAISE
Travail-Liberté-Patrie

COMMUNIQUE DU MINISTRE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE ET DE LA CONSOMMATION LOCALE

Il m'a été donné de constater que certains opérateurs économiques importent et mettent sur le marché des produits de consommation en violation des dispositions réglementaires en la matière.

J'invite tous les acteurs concernés à prendre toutes les dispositions nécessaires pour le respect de ces mesures, faute de quoi ils s'exposent aux sanctions prévues par la loi.

Pour toutes informations complémentaires, veuillez vous adresser au Secrétariat de la Direction du Commerce Intérieur et de la Concurrence (DCIC), ancien immeuble de la BCEAO, Place des Martyrs. Téléphone : (+228) 22 21 20 25, 22 21 29 71

Fait à Lomé, le 04 mai 2021

Le Ministre

S-T. Kodjo ADEDZE

Hôtel Krimas à Lomé

Le personnel obligé à se vacciner contre le covid-19

Dans un communiqué en date du 1er mai 2021, la direction de l'hôtel Krimas, fait injonction à tout son personnel de se faire vacciner contre le Covid-19 avant le 7 mai prochain.

● Eyram AKAKPO

Dans une note adressée à ses employés, « La direction de l'hôtel Krimas demande à tout son personnel sans exception aucun de se faire vacciner au plus tard le 7 mars 2021 et de se munir de la carte de vaccination ». La direction indique dans sa note que la décision est prise conformément aux mesures prises par le gouvernement pour éradiquer la pandémie du nouveau coronavirus, surtout dans les zones les plus vulnérables, notamment les hôtels. Par ailleurs « Tout contrevenant à cette décision, ne serait plus accepté dans notre entreprise jusqu'à la fin de la pandémie de Covid-19 », intime la direction aux employés.

Il y a un mois, le gouvernement avait saisi tous les hôtels du Grand Lomé d'une note leur enjoignant de faire vacciner tout leur personnel contre la pandémie. La note écrite par le ministre en charge du tourisme, précise que tout agent qui refuserait de se faire vacciner, doit être mis en congé technique. « Dans ses multiples efforts pour combattre et éradiquer la pandémie, le Chef de l'Etat, après le personnel



de la santé, vient d'instruire pour la vaccination sans distinction d'âges, du personnel des hôtels du Grand Lomé », précise la note. « Tout en conciliant le caractère libre et volontaire de l'acte de vaccination et l'obligation de rompre à tout prix la chaîne de contamination et de diffusion du virus dans les hôtels qui, de par la nature intrinsèque de leurs activités constituent des portes d'entrée par excellence du virus, je demande aux responsables des hôtels de mettre en congé technique jusqu'à la fin de la pandémie, tout agent qui refuserait de se faire vacciner », avait notifié Kossi Lamadokou. En rappel, dans

le courant du mois d'avril, le maire de la commune d'Aflao-Gakli, Kossi Aboka, avait aussi décidé de ne pas payer le salaire de ceux qui parmi le personnel de sa mairie refuseraient de se faire vacciner contre le Covid-19, avant de revenir sur sa décision. « Il est demandé à tous les agents de la mairie d'Aflao Gakli (Golfe 5) de se faire vacciner au plus tard le 14 avril 2021. Le traitement salarial du mois d'avril 2021 est conditionné par la présentation d'une copie de la carte de vaccination à la division des ressources humaines et de l'action sociale au plus tard le 14 avril 2021 à 17h30 », indiquait la note.

Serie A

Tottenham veut piquer Antonio Conte à l'Inter

Tout juste sacré champion d'Italie avec l'Inter Milan, Antonio Conte pourrait quitter la Lombardie. Les Spurs de Tottenham veulent lui offrir le poste vacant d'entraîneur pour la saison prochaine.

En Ligue 1, il risque d'y avoir une belle valse des entraîneurs. Mais il n'y a pas que l'Hexagone dans la vie. L'Inter, tout juste auréolé d'un titre de champion d'Italie, le dix-neuvième de son histoire, après neuf années de domination de la Juve, pourrait aussi perdre son technicien. L'année passée, Antonio Conte avait déjà

failli claquer la porte et avait expliqué son mécontentement en conférence de presse. Pourra-t-il faire mieux la saison prochaine avec les Lombards ? Telle est la question et, avec Antonio Conte, on n'est jamais sûr de rien. Mais s'il était amené à prendre la décision de quitter le club qu'il vient de faire gagner, il n'aurait pas trop de soucis à se faire puisqu'il garde une cote



● Antonio Conte sur le banc de l'Inter ©Maxppp

énorme notamment en Angleterre, où il a aussi été sa-

cré champion avec les Blues de Chelsea en 2017.

Tottenham veut profiter des tensions

Ainsi, selon le Corriere dello Sport, repris par The Express, Tottenham, qui a viré récemment José Mourinho, qui va rebondir à l'AS Roma, et qui a nommé en tant qu'intérimaire Ryan Mason, ferait les yeux doux à Conte. Des pre-

mières discussions auraient même eu lieu entre les Spurs et l'ancien sélectionneur de l'équipe nationale italienne. Les Anglais voudraient profiter des tensions internes en Lombardie pour le récupérer. Toujours selon le CdS, il est même prévu que les dirigeants de l'écurie d'Harry Kane et de Tanguy Ndombéle passent à la vitesse supérieure et se déplacent

en Italie avant de poursuivre les discussions commencées. Cela pourrait être un gros coup dur pour les Nerazzurri, qui n'avaient plus connu les joies d'un titre de champion depuis de longues années. Mais nul doute que les dirigeants des pensionnaires de Giuseppe Meazza feront tout pour conserver leur coach.

Avec footmercato.net

Baromètres Togo

Référentiel	Source
Valeur	Source
Superficie : 56 600 km ²	Populationdata
Population : 7 889 094 habitants (2018)	Banque mondiale
Croissance démographique : 2,42 % / an	Populationdata
Taux de natalité : 33,30 ‰ (2017)	Populationdata
Taux de mortalité : 6,90 ‰ (2017)	Populationdata
Espérance de vie : 65,00 ans (2016)	Populationdata
Déficit budgétaire : 2,1% (2017)	BAD
Smig : 35 000 FCFA (2012)	CCI
Effectif des Agents de l'Etat : 44 504 (2015)	Fonctionpublique
Risque pays (Coface) : C	COFACE
Taux de scolarisation : 83%	INSEED

Pays frontaliers : Ghana, Bénin, Burkina Faso	
Indice de fécondité : 4,38 enfants / femme (2017)	Populationdata

Chiffres clés	Source
Valeur	Source
Taux de croissance : 5,1 (2019)	CNC
Pib/hbt : 672 Dollars US	populationdata
Taux d'inflation : 1,7 (2019)	CNC
Balance commerciale : 373.810 millions (2017)	BCEAO
Dette publique : 72% du Pib (2018)	FMI
Taux de chômage : 3,4% (2015)	PNUD
Budget national : 1.461,0 milliards F CFA (2019)	MEF
Notation financière : « B » (Mai 2019)	Standard & Poor's
IDH : 0,503 / 1 (2017)	Populationdata

SHARP

Be Original.

ありがとう
KOTEN

JUSQU'À
40%

Koten "Arigato" Thank You Fair
Sur Tous Les Produits SHARP

Du
05 Mai
Au **12 Mai**



Boulevard De La Republique A Cote De La Station Total Marina,
Annex: Près Du Commissariat Du 4^{ème} Arrondissement
(+228) 93 29 61 17 / (+228) 91 77 76 90
electroworldfw@okitradings.com



CMJN



**SPECIALE
PROMOTION**

**1er
Mai**

**-40%
OFF**



Les Lunettes,
Votre Outil de Travail !

Sur Tout Achat de Verres et Montures
du 22 Avril au 22 Mai 2021

WWW.ODG.TG

+228 22 20 71 83 / +228 93 28 08 93

Mieux Voir, c'est Mieux Vivre!